Cahier de doléances du Tiers État de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines)

Cahier de doléances que les habitants de la paroisse de Montigny chargent leurs députés de présenter pour eux en l'assemblée qui se tiendra le 18 avril 1789, devant M. le bailli de Versailles, pour être ensuite présenté et remis en l'Assemblée des États généraux.

Art. 1^{er}. Les habitants de la paroisse de Montigny-le-Bretonneux demandent qu'il soit procédé à la simplification et réduction des impôts directs et indirects dont ils sont accablés, à l'égalité de répartition entre les citoyens des trois ordres, sans distinction de rang, de prérogatives et sans exemption.

Art. 2. Que l'assiette, répartition et perception des impôts ou des subsides arrêtés par le souverain et la nation appartiennent, à l'exclusion de tout agent du fisc, à des États provinciaux ou d'arrondissement composés de membres des trois ordres, librement élus par les habitants des dites provinces ou arrondissements ; qu'ils soient également chargés de la confection des chemins et de tous les détails de l'administration, et que ces États provinciaux ou d'arrondissement soient tellement constitués et organisés qu'il résulte de leur influence en matière de subsides et de toute autre partie d'administration, qui leur sera confiée, liberté, justice et allègement pour eux, le peuple et l'universalité des citoyens ; en conséquence, que les intendants ou commissaires de police départis, et subdélégués soient supprimés, ainsi que les receveurs généraux et particuliers des finances ; au remplacement desquels lesdits États pourvoiront par des receveurs à leur choix.

Art. 3. Que toute taille personnelle et industrielle soit abolie, comme attentatoire à la liberté naturelle du citoyen français, soumis aujourd'hui à tous les genres de contributions, comme nuisible à l'activité et à l'extension du commerce.

Art. 4. Que l'Assemblée de la nation s'occupe de la suppression des impôts désastreux de la gabelle et de ceux des aides, comme donnant lieu à une foule de vexations connues sous la dénomination de trop bu, du sol anglais, etc., et à une infinité de procès ruineux pour le peuple, victime de la cupidité et de la tyrannie exercée par des suppôts de régisseurs avides; et qu'il soit avisé au remplacement de ces impôts par des subsides faciles à percevoir, et qui soient payés à raison de la fortune et de l'étendue de la consommation.

Art. 5. Suppression de la milice.

Art. 6. Que la corvée en nature demeure à jamais supprimée ; que la prestation en argent qui lui a été substituée soit modérée, et qu'elle soit supportée à l'avenir par tous les propriétaires à proportion de leurs revenus, seulement à l'égard des grandes routes et grands chemins de communication de villes à autres ; et pour ce qui regarde les chemins vicinaux, appelés chemins de 3^e classe, en proportion du degré d'intérêt qu'ils auront à la confection desdits chemins ; qu'il soit obvié à l'inconvénient de l'application arbitraire d'une seule province ou district de la totalité des contributions de plusieurs provinces, et examiné s'il ne serait pas convenable, en observant les règles d'une juste proportion, à cet égard, aux lieux et aux circonstances, d'employer exclusivement les fonds perçus dans chaque province ou arrondissement, à la construction et réparation des routes et chemins qui les traversent.

Les habitants de Montigny n'ignorent pas que dans diverses généralités, notamment dans celle de l'Ile-de-France, il existe des exemples frappants d'un pareil abus, qui a donné lieu aux plus fortes réclamations de la part des habitants des cantons privés des communications les plus intéressantes.

Art. 7. Que les cantons de la capitainerie de Saint-Germain-en-Laye, appelés cantons de réserve, dans lesquels se trouve comprise, hors le parc de Versailles, moitié de Montigny, soient supprimés, ainsi que tous règlements arbitraires faits pour la conservation et augmentation du gibier dans ces sortes de cantons ; qu'aucun particulier domicilié ne puisse être soumis, pour fait de chasse dans lesdits cantons, à une peine corporelle ; que les amendes soient toujours modérées, suivant la nature du délit et les facultés des personnes.

Que les députés proposent à l'Assemblée de la nation de prendre en considération les abus

innombrables qui résultent des procès-verbaux des gardes, crus sur leur simple affirmation.

Qu'il soit permis aux propriétaires ou fermiers de faucher leurs prés naturels ou artificiels, et d'arracher en tout temps dans leurs champs les chardons et autres herbes.

Qu'ils ne soient plus assujettis après la récolte à garnir d'épines et à leurs frais les terres dépouillées.

Qu'il ne puisse être établi indifféremment dans les terres, des garennes ou buissons, sans qu'il soit accordé aux propriétaires une indemnité proportionnée à la valeur intrinsèque et au produit dont lesdites terres sont susceptibles.

Que la majeure partie de ces buissons plantés en bois qui n'a aucune valeur soient arrachés; attendu qu'en favorisant la multiplication des lapins, ils préjudicient aux cultivateurs, sans profiter au roi ; et que le terrain soit défriché et remis en culture.

Art. 8. Que le roi soit supplié d'ordonner dans le parc de Versailles la destruction du lapin, et que la quantité énorme de lièvres, perdrix, faisans, soit considérablement diminuée, ainsi que le nombre des bêtes fauves, dans les forêts de Sa Majesté, qui bordent le territoire de Montigny, et, attendu que les bois appelés ceinture offrent au gibier une retraite suffisante, que toute retraite quelconque soit détruite.

Art. 9. Que le roi soit pareillement supplié de n'ordonner de chasse qu'après l'entière récolte des foins et grains de toute espèce; qu'en conséquence il soit défendu, sous les peines les plus rigoureuses, à toutes les personnes de quelques conditions qu'elles soient, d'oser, sous prétexte d'une permission du roi ou de son capitaine des chasses, chasser dans le parc ou autres cantons des plaisirs de S. M. avant et pendant le temps des récoltes.

Art. 10. Que les gardes, au mépris des droits de la propriété, des ordonnances de nos rois et des eaux et forêts, ne puissent à l'avenir se prévaloir de leurs titres pour faire pâturer par leurs bestiaux ou par ceux des personnes aux-quelles ils en confient la garde, les bois taillis, tant qu'ils seront défensables.

Art. 11. Que ceux qui ont droit d'avoir des pigeons soient tenus de les tenir enfermés dans leurs colombiers.

Art. 12. Que la dîme, qui se perçoit dans l'étendue de la paroisse de Montigny, à raison de huit gerbes par cent, tandis que dans les autres paroisses qui l'avoisinent, elle ne se perçoit qu'à raison de quatre gerbes par arpent, soit réduite au même taux.

Art. 13. Que toutes les dîmes vertes, ensemble celles des basses-cours, soient supprimées.

Art. 14. Qu'il soit permis aux habitants de la paroisse de Montigny de faire pâturer leurs bestiaux sur les territoires des paroisses voisines, comme les habitants des paroisses voisines font pâturer leurs bestiaux sur la paroisse de Montigny ; ou qu'il soit défendu à tous les habitants de faire pâturer leurs bestiaux ailleurs que sur le territoire de leur paroisse.

Art. 15. Qu'il soit permis à tous les habitants de la paroisse de Montigny d'aller cueillir et couper dans les bois les herbes qui y croissent, pour la nourriture de leurs bestiaux.

Art. 16. Que les curés soient tenus de résider habituellement dans leur presbytère, ou, lorsqu'ils s'absentent, qu'ils soient tenus de se faire remplacer par un vicaire qui résidera dans le même presbytère.

Art. 17. Qu'il soit ordonné que dans toutes les paroisses les heures des grand'messes et offices divins soient fixées d'une manière invariable, si ce n'est pour des cas extraordinaires.

Art. 18. Que les chirurgiens destinés à exercer dans les campagnes passent par les mêmes épreuves et subissent les mêmes examens que ceux qui se destinent à exercer dans les villes.

Art. 19. Qu'il soit défendu aux ordres mendiants de recevoir et faire des novices, afin d'opérer leur suppression totale.